

Message de solidarité à l'UTG

Avec la confédération CGT, le congrès de l'UFSE- CGT apporte son soutien à l'Union des Travailleurs Guyanais (UTG CGT), aux salariés et à la population de Guyane qui ont décidé de la grève générale illimitée à partir du lundi 27 Mars 2017 pour exiger de réelles avancées de progrès social pour un véritable développement économique et social pour la Guyane.

Le gouvernement doit immédiatement répondre à la légitime demande des grévistes de pouvoir ouvrir de réelles négociations avec le président de la République, l'ensemble du gouvernement et en particulier la Ministre des Outre- Mers, sur toutes les revendications portées par le collectif « Pou dékolé la GWYANN » (Sauvons la Guyane).

Cette lutte d'ampleur est la réponse du peuple Guyanais à la situation sociale catastrophique qui le frappe, avec un taux de chômage « officiel » de 22%, largement sous-estimé selon l'UTG, et 44% des personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté. Le peuple Guyanais dénonce le manque d'infrastructures, les systèmes de santé et de transports défaillants, etc. ! Les gouvernements successifs portent la responsabilité de cette dégradation continue des conditions de vie et de travail. La remise en place de services publics dignes de ce nom, indispensables à la population, et l'arrêt des privatisations sont au cœur des revendications de ce mouvement populaire, illustré par l'exigence de l'arrêt définitif de la vente de l'hôpital Croix-Rouge de Kourou à un opérateur privé, et la transformation de cet hôpital en établissement public de santé.

Les Guyanais exigent aussi la création de nouveaux établissements scolaires à tous les niveaux d'enseignement, l'effectivité et la gratuité des transports scolaires dans toutes les zones de la région, les recrutements des personnels nécessaires à un fonctionnement normal de l'Université, et l'arrêt de la précarisation....

Ils demandent aussi une justice efficace et égalitaire. Le manque de moyens est là aussi alarmant, en particulier pour la prise en charge des mineurs et des jeunes majeurs.

Toutes revendications qui rencontrent le soutien de l'UFSE, qui combat sur les mêmes exigences dans l'hexagone.

La Guyane, depuis des décennies fait l'objet de promesses non tenues aggravant la situation économique et sociale du territoire. Si le centre spatial de Kourou est la vitrine mondiale de la Fusée Ariane, la Guyane n'est certainement pas la vitrine sociale des gouvernements successifs !

L'UFSE- CGT n'acceptera pas que des pressions de tous ordres, en particulier les menaces de répression policière, s'exercent sur l'UTG et ses militants pour les contraindre à rentrer dans le rang. Il est au contraire grand temps d'entrer en négociation.

L'UFSE- CGT est disponible pour répondre à toutes sollicitations et échanges avec les syndicats Guyanais dans le cadre de nos relations d'amitié, de solidarité et de lutte.

La CGT Finances Publiques, présente au congrès de l'UFSE-CGT, a voté le [message de solidarité et de soutien](#) à l'UTG, aux salariés et à la population de Guyane.

En contact avec nos militants locaux, nous suivons l'actualité, et avons également pris contacts avec la direction générale des finances publiques concernant la situation des agents en poste en Guyane.

Dans le contexte d'un mouvement social sans précédent, nous avons rappelé que la sécurité de nos collègues doit primer sur toute autre considération.

La direction générale indique donc que les agents n'ont pas d'obligation à se présenter sur leur lieux de travail si leurs conditions de sécurité ne sont pas assurées dans leurs déplacements. Ils doivent toutefois prévenir l'administration afin de ne pas être comptabilisés en grève ou absence irrégulière. Les agents qui parviennent sur leur lieu de travail sont invités à rentrer dans les bâtiments pour des raisons de sécurité, et peuvent quitter ceux-ci plus tôt si besoin. Dans tous ces cas de figures, les agents se voient crédités de la durée de leur journée de travail.

Pour la CGT Finances Publiques, le fait de faire rentrer les personnels dans des locaux où les entrées sont obstruées ne permet pas de garantir la sécurité des agents, voire peut les exposer à d'autres périls.

Le Syndicat National des Finances Publiques appelle les agents à ne pas s'exposer à des risques inutiles et les invite donc à rester à leurs domiciles.

fichiers:



[Télécharger sites_barres_fiedmont_et_baduel.pdf](#) (59.27 Ko)

Colonne de droite publique: [En direct des sections](#)

Public: [Outre mer](#)

[Solidarité](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
